

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 12 FEVRIER 2018 Liste des présents

Membres à voix délibérative

<i>Collège des élus (13/30)</i>	Claude BOISSAY	<i>Président</i>
	Alain FOURCAULT	<i>Vice-Président</i>
	Marie-Laure BEAUDOIN	<i>Conseil départemental du Loiret</i>
	Didier BERRUE	<i>Saint-Père-sur-Loire</i>
	Yvette BOUCHARD	<i>Saint-Père-sur-Loire</i>
	Francis BURET	<i>Saint-Benoît-sur-Loire</i>
	Gilles LEPELTIER	<i>Lion-en-Sullias</i>
	Pascal MENOUVRIER	<i>Les Choux</i>
	Philippe NICOLAS	<i>Coullons</i>
	Nadine QUAIX	<i>Conseil départemental du Loiret</i>
	Michel RIGAUX	<i>Ouzouer-sur-Loire</i>
	Thierry SOLER	<i>Conseil départemental du Loiret</i>
	Michel TINDILLERE	<i>Gien</i>

Collèges non élus (7/24)

Jean-Paul CHABROL	<i>UD CFDT Loiret</i>
André COPIN	<i>SFEN Val de Loire</i>
Fabrice GORECKI	<i>Chambre de Métiers et de l'Artisanat 45</i>
Georges KIRGO	<i>UDAF Loiret</i>
Gérard MAHAUD	<i>UFC-Que choisir</i>
Cdt Gilles MAZET	<i>SDIS 45</i>
Alain PELLETIER	<i>Fédération de pêche du Loiret</i>

Membres à voix consultative

<i>Exploitant EDF</i>	Sébastien MIOSSEC	<i>Directeur du CNPE</i>
	Aurélie FOLLENFANT	<i>CNPE – Chef mission communication</i>
	Lamia LAMOUREUX	<i>CNPE Dampierre</i>
	Corinne OLIVIER	<i>CNPE – Responsable environnement</i>
<i>Autorité de sûreté nucléaire</i>	Alexandre HOULE	<i>Futur chef de la Division d'Orléans</i>
	Christian RON	<i>Division d'Orléans – Chef du Pôle REP</i>
<i>Préfecture</i>	Muriel PLOTTON	<i>Chef du BPDC</i>
	Paul DUMONT	<i>Stagiaire au BPDC</i>
<i>Services de l'Etat</i>	Annaïg HELLEU	<i>ARS – DD45</i>
	Jean-Pascal MONNIER	<i>DDPP 45</i>
<i>Secrétariat</i>	Maud MICHEL	<i>CD45</i>
	Olivier COINDEAU	<i>CD45</i>
	Emilie HUCHER	<i>CD45</i>
	Laurent MALTET	<i>CD45</i>

**COMMISSION LOCALE D'INFORMATION
AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY**

ASSEMBLEE PLENIERE DU 12 FEVRIER 2018
Liste des absents excusés

Sylvain COUTANT
Serge MERCADIER
Philippe PERRUCOT
Philippe VERDIER

Dampierre-en-Burly
Dampierre-en-Burly
ACIRAD-Centre
ACIRAD-Centre

Compte rendu

M. BOISSAY, Président de la CLI, introduit la réunion en présentant les intervenants à la tribune ainsi que l'ordre du jour de la réunion.

1/ Retour sur la formation des membres de la CLI du 25 septembre 2017

M. Alain FOURCAULT – Vice-Président de la CLI de Dampierre

M. FOURCAULT rappelle qu'une séance de formation à l'attention des membres de la CLI a été organisée le 25 septembre 2017. Très peu de membres ont participé à cette formation (4 personnes, en plus des membres du bureau).

Il indique que les membres du bureau, lors de leur dernière réunion, ont décidé de proposer à nouveau une séance de formation aux membres de la CLI. Celle-ci porterait sur le thème du démantèlement et des déchets radioactifs.

Toutefois, cette formation n'aura lieu que si suffisamment de personnes s'y inscrivent. Il n'est en effet pas satisfaisant de mobiliser des personnels d'EDF (ou de leurs prestataires) pour trop peu de participants.

M. BOISSAY indique qu'il était présent à la formation du 25 septembre, ce qui lui a permis d'apprendre beaucoup de choses, n'étant pas un spécialiste du domaine du nucléaire. Il précise que le manque de participants pour ce genre de manifestation se produit de la même manière pour la CLI de Saint-Laurent-des-Eaux, où il siège également.

2/ Rapport d'activité 2017 du CNPE et présentation des ESS* (cf. lexique en annexe 1)

M. Sébastien MIOSSEC – Directeur du CNPE Dampierre

A- Bilan 2017

✓ Sûreté :

Aucun arrêt automatique de réacteur n'a eu lieu en 2017. Un départ de feu significatif s'est produit, avec dépassement du délai prescrit pour l'appel des secours extérieurs.

24 inspections de l'ASN* ont été réalisées sur l'année 2017. Ces inspections ont permis la mise en évidence de 31 écarts de niveau 0, 4 événements significatifs pour la sûreté (ESS*) de niveau 1 et 1 ESS générique de niveau 2.

En 2017, les équipes du CNPE ont réalisé 8 exercices de crise PUI* (plan d'urgence interne), ainsi que 46 exercices incendie (programmés ou inopinés).

5 exercices nationaux ont également été menés par la FARN* (force d'action rapide du nucléaire) de Dampierre. Cette organisation est composée de 70 personnes réparties selon 5 colonnes.

✓ Production :

La production en 2017 s'est élevée à 24,58 TWh*, soit légèrement en-dessous de l'objectif fixé à 25 Twh.

✓ *Maintenance :*

En 2017, les tranches 1 et 3 ont fait l'objet chacune d'une visite partielle (VP*).
Les tranches 2 et 4 ont fait l'objet d'un arrêt pour simple rechargement (ASR*)

✓ *Sécurité :*

L'année 2017 a été marquée par le décès d'un électricien lors d'une activité de maintenance au cours de la VP de la tranche 3. L'analyse des circonstances de cet accident est encore en cours et une amélioration des précautions est en cours de mise en œuvre.

En 2017, le taux de fréquence (TF) s'est élevé à 3,3 concernant 14 accidents avec arrêt. Concernant la dosimétrie, elle a été plus faible en 2017 qu'en 2016, pour un volume d'activité similaire.

✓ *Environnement :*

L'objectif d'une centrale nucléaire est de produire une énergie décarbonée : une centrale émet environ 4 g de C/kWh en une année, soit un taux très inférieur à toutes les autres énergies.

Aucun dépassement des limites réglementaires n'a été relevé en 2017 pour le CNPE de Dampierre, aussi bien pour les rejets liquides, thermiques que gazeux.

Les déchets conventionnels (non radioactifs) produits ont été valorisés à hauteur de 93,6 %.

✓ *Personnel :*

1 366 salariés travaillent au CNPE de Dampierre, plus environ 500 partenaires industriels permanents.

✓ *Investissements :*

Le CNPE investit chaque année 156 M€, essentiellement pour garantir la sûreté des installations (maintenance, amélioration des installations).

✓ *Actions en faveur du territoire :*

Le CNPE dispose d'un partenariat avec le handisport. Une mobilisation des salariés a également lieu lors de manifestations comme le Téléthon.

Un partenariat a également été conclu avec conservatoire des espaces naturels et avec des lycées (pour l'accueil de stagiaires par exemple).

B- Programme 2018

Comme chaque année, 4 arrêts de tranches sont prévus en 2018 :

- 2 visites partielles (tranches 2 et 4)
 - 60 jours d'arrêt prévus, 1 400 intervenants
 - Réalisation d'épreuves hydrauliques, remplacement de cannes chauffantes des pressuriseurs, maintenance des turbines
- 2 arrêts pour simple rechargement (tranches 1 et 3)
 - 30 jours d'arrêt prévus, 850 intervenants

Échanges avec la salle :

M. MAHAUD (UFC-Que Choisir) trouve qu'il serait intéressant, lors de la présentation des bilans par EDF, de présenter des bilans glissants sur 2 ou 3 années consécutives. Par exemple, pour la production d'électricité, la production de l'année N pourrait être comparée aux années antérieures, en expliquant pourquoi cette production a augmenté ou diminué par rapport aux années précédentes. Cela permettrait de faire des comparaisons, et de comprendre les raisons des évolutions.

Par ailleurs, concernant le changement des cannes de pressuriseur réalisé en 2017 et prévu en 2018, M. MAHAUD s'interroge sur les raisons de ces changements : il demande si ces changements font partie des maintenances prévues, s'ils sont liés à une usure des cannes...

Sur la première remarque, M. MIOSSEC indique qu'il prend en compte la suggestion. EDF fera apparaître à l'avenir dans ses bilans l'évolution des données sur plusieurs années.

Pour reprendre l'exemple de la production 2017, il précise qu'elle a été inférieure à la production 2016, et inférieure à l'objectif de production annuelle de 25 TWh. Ceci a été lié essentiellement à l'augmentation du temps des arrêts de tranche et à une avarie sur un transformateur principal, qui a engendré l'arrêt du réacteur de la tranche 2 pendant 1 mois.

Concernant les cannes chauffantes, M. MIOSSEC explique qu'elles permettent de garder la pression dans le pressuriseur. Le remplacement des chaufferettes du pressuriseur est réalisé de manière préventive pour garantir le maintien de la pression. Ce changement peut être fait plusieurs fois dans la vie de la centrale.

C- ESS de niveau 1

- **Juin 2017** : indisponibilité d'une vanne de régulation (cf. annexe 2)

Un réservoir, situé en partie non nucléaire des installations, sert à amener de l'air à une vanne qui écrête la vapeur sur les générateurs de vapeur. Ce réservoir joue un rôle en cas d'indisponibilité des compresseurs qui amènent l'air en fonctionnement normal.

En février 2017, un contrôle a mis en évidence que la soupape d'un réservoir était légèrement inétanche. L'analyse, réalisée le vendredi soir, a conclu qu'il n'y avait pas d'impact sur la sûreté des installations et qu'il n'était pas nécessaire de changer la soupape immédiatement.

Le lundi suivant, l'analyse a été réétudiée par de nouveaux experts, qui ont à l'inverse estimé que la soupape devait être changée sans délai.

Du fait du délai trop important pour le changement de la soupape, un événement significatif de niveau 1 a été déclaré par EDF le 13 juin 2017.

Échanges avec la salle :

M. MAHAUD estime qu'un problème de soupape est un problème de sûreté, contrairement à ce qu'indique le communiqué d'EDF. Il pense que l'événement n'aurait pas été classé en niveau 1 s'il n'y avait pas eu de risque pour la sûreté.

M. RON (ASN) explique qu'un événement est classé en niveau 1 lorsqu'il y a soit un problème de sûreté, soit un problème de radioprotection.

Dans le cas de la sûreté, un événement peut être classé en niveau 1 pour rappeler qu'il y a des règles en termes de délai car tout problème doit être détecté et réglé au plus vite.

L'événement peut donc relever du niveau 0 pour la sûreté, mais classé en niveau 1 à cause de l'organisation qui a été mise en place pour détecter et résoudre le problème. Tout est pris en compte pour le classement des événements : la chaîne de détection, la chaîne d'analyse et les mesures correctives mises en place.

M. MAHAUD demande si l'équipement concerné était un équipement important pour la sûreté.

M. MIOSSEC répond qu'il s'agit en effet d'un équipement important pour la sûreté.

M. MAHAUD propose alors qu'EDF ne dise pas, dans ses communiqués, qu'il n'y a pas eu d'incidence sur la sûreté, dès lors qu'un équipement important pour la sûreté est mis en cause.

M. MIOSSEC précise que le système était opérant, et qu'ils ont simplement perdu une voie de secours.

M. RON ajoute que quand un événement significatif relatif à la sûreté est déclaré, c'est qu'un équipement important pour la sûreté a été impliqué.

- **Juillet 2017** : indisponibilité d'une commande manuelle sur les diesels de secours (tranche 4) (cf. annexe 3)

Dans le cadre de travaux sur les tuyauteries des diesels de secours, l'inhibition de la détection incendie a été mise en œuvre, pour éviter les appels intempestifs de l'équipe de secours incendie. Il y a donc eu coupure de matériels pour inhiber la détection incendie.

Cette coupure a engendré la coupure de la commande du démarrage ou de l'arrêt des diesels de secours depuis la salle des commandes. Ces diesels pouvaient toutefois toujours être arrêtés en local, manuellement, et les ordres automatiques de commande étaient opérants.

Toutefois, la détection de ce problème ayant été tardive, un événement significatif pour la sûreté de niveau 1 a été déclaré par EDF le 07 juillet 2017.

- **Novembre 2017** : non-conformité d'un seuil de réglage de chaînes de mesure d'activité (cf. annexe 4)

Dans le cadre d'un contrôle de seuils fin octobre 2017, il a été mis en évidence que premier le seuil de réglage de chaînes de mesure n'était pas conforme à la procédure nationale. Cette procédure avait fait l'objet d'une modification plusieurs années auparavant, et le référentiel avait mal été intégré aux documents du CNPE de Dampierre.

Ce seuil n°1 permet d'alerter les opérateurs en salle de commande. Le seuil n°2 était, quant à lui, bien réglé, mais le décalage du seuil n°1 aurait pu engendrer une réponse plus tardive des opérateurs.

La détection du mauvais réglage ayant été tardive, un ESS de niveau 1 a été déclaré par EDF le 02 novembre 2017.

Échanges avec la salle :

M. MAHAUD demande quel est le processus en place au CNPE pour intégrer les modifications du référentiel, et pour quelles raisons les modifications en question n'avaient pas été prises en compte initialement.

M. MIOSSEC explique qu'il existe des processus pour intégrer les modifications, pilotés par 2 personnes au CNPE de Dampierre (un intégrateur local documentaire et un intégrateur local modifications), qui travaillent ensemble.

Toutefois, cette organisation a été mise en place en 2010, soit postérieurement à la modification en question du référentiel. Ce problème de non intégration des modifications n'aurait pas eu lieu avec l'organisation qui existe actuellement.

M SOLER (Conseiller départemental) demande s'il existe un risque pour que d'autres éléments de ce référentiel n'aient pas été mis à jour également.

M. MIOSSEC indique que tous les seuils de détection de toute l'installation ont été contrôlés suite à la découverte de cet écart.

D- ESS générique de niveau 2 : Tenue au séisme de tuyauteries situées dans la station de pompage (cf. annexe 5)

Le problème se situe au niveau de tuyauteries situées dans la partie non nucléaire de l'installation (station de pompage), qui servent à l'alimentation en eau pour l'incendie ou en eau de lavage.

Suite à des contrôles, il a été constaté une épaisseur trop faible de ces tuyauteries sur plusieurs CNPE, qui aurait pu conduire à leur rupture en cas de séisme. Une rupture de ces tuyauteries conduirait à l'inondation de la station de pompage, où se trouvent des matériels qui servent au refroidissement.

Il est précisé que le séisme de dimensionnement (SMS*) pour ces tuyauteries est 5 fois supérieur au séisme historiquement vraisemblable à Dampierre. Les tuyauteries auraient tenu à ce dernier séisme, mais pas au séisme de dimensionnement.

Du fait du délai entre l'apparition de l'écart et le traitement, un événement significatif générique de niveau 2 a été déclaré par EDF le 9 octobre 2017.

Aujourd'hui, vis-à-vis de ce problème, les 4 tranches du CNPE de Dampierre sont sécurisées :

- pour les tranches 1 et 3, les réparations ont été faites (remplacement des tuyauteries),
- pour les tranches 2 et 4, un confortement et la mise en place de supports ont été réalisés. Les réparations sur ces 2 tranches seront faites lors des prochaines visites partielles en 2018.

Échanges avec la salle :

M. SOLER trouve décevant le bilan annuel réalisé par EDF. Il souscrit à la proposition de M. MAHAUD de présenter une comparaison des données avec celles des années précédentes.

Il estime que ce bilan, tel qu'il a été présenté, est de type publicitaire plus qu'informatif, et que la CLI a besoin d'informations plus concrètes sur ce qui s'est passé à la centrale, par exemple en abordant dans le bilan de l'année écoulée les points présentés comme perspectives l'année précédente.

Concernant le problème de tuyauteries, il demande si l'exploitant s'est aperçu par hasard que l'épaisseur n'est pas conforme. Il est surpris de la durée qui a été nécessaire à l'exploitant pour se rendre compte du problème et s'inquiète sur le fait qu'on puisse découvrir d'autres écarts de ce type dans les années à venir.

Sur le premier point, M. MIOSSEC indique qu'il est favorable à la réalisation d'un bilan sur plusieurs années afin de permettre la comparaison des indicateurs.

Concernant le problème des tuyauteries, il précise qu'il ne s'agit pas d'un écart de conformité. Les tuyauteries évoluent dans le temps, l'acier s'use et se corrode, l'épaisseur peut évoluer au fil du temps. Il ne s'agit donc pas d'un défaut initial à la mise en œuvre de ces matériels.

Il précise que des contrôles sont réalisés en permanence : ce programme de contrôle et de maintenance permet de détecter ce type de problèmes et d'y remédier.

M MAHAUD indique que le bilan de l'année dernière mentionnait qu'il était prévu de mettre en place des batardeaux dans la salle des machines, mais que le bilan de cette année ne précise pas si cela a été fait.

De même, les résultats des essais de pompage étaient en cours d'analyse l'année dernière, mais le bilan de cette année n'apporte pas d'information sur les résultats de ces analyses.

Ce bilan ne présente pas non plus si les temps d'arrêt prévus l'année dernière ont été respectés, ni d'information sur l'état d'avancement des diesels d'ultime secours.

M. MAHAUD trouve qu'il serait bien que le bilan présenté en année N donne des informations sur la réalisation ou non du programme prévu en année N-1.

M. MIOSSEC répond que beaucoup de travaux de maintenance sont réalisés chaque année, et que le bilan présenté à la CLI ne peut pas tout détailler.

Concernant les batardeaux en salle des machines, il précise que ceux-ci sont disponibles.

Le chantier des diesels d'ultime secours est toujours en cours, les travaux avancent au rythme prévu. L'objectif est que ces DUS soient opérationnels pour fin 2018.

Concernant l'alimentation en eau d'ultime secours, le CNPE de Dampierre s'orienterait vers un pompage en nappe, mais les décisions ne sont toujours pas prises et les dispositions ne sont pas arrêtées : en particulier, les emplacements précis des pompes ne sont toujours pas définis. Il s'agit de décisions à prendre en concertation avec l'ASN, au niveau national.

E- Événement significatif pour l'environnement (ESE)*

Mme Corinne Olivier – Directrice adjointe Tranches en marche et responsable environnement du CNPE de Dampierre

Il s'agit d'un ESE lié à un non-respect d'un critère de pré-dilution.

En temps normal, les effluents du CNPE sont collectés, pré-traités pour diminuer leur radioactivité et leur teneur en composants chimiques, stockés en réservoirs puis analysés avant d'être rejetés en Loire.

Quand un rejet est décidé, les effluents sont envoyés en bassins de pré-dilution avant leur rejet en Loire. Le critère à respecter est une pré-dilution d'au moins 300 fois avant rejet.

Le 12 novembre 2017, lors d'une opération de maintenance, les techniciens de la centrale ont découvert qu'une vanne était fermée depuis septembre 2016 sur 1 des 2 bassins de pré-dilution. Un seul bassin de pré-dilution sur les 2 fonctionnait donc réellement. Au total, 21 rejets sur les 85 effectués avant la découverte de cette anomalie n'ont pas respecté les critères de pré-dilution.

Toutefois, aucun dépassement des seuils réglementaires n'a été constaté à l'aval de la centrale. L'impact sur l'environnement (population, faune, flore aquatique) a été négligeable.

Du fait de la détection tardive de cette anomalie, un événement significatif pour l'environnement a été déclaré par l'exploitant le 4 décembre 2017.

M. RON complète en indiquant que la valeur de rejet a bien été respectée, même si la pré-dilution n'était pas conforme aux prescriptions, car les rejets étaient peu chargés pendant la période où la pré-dilution n'était pas opérationnelle. Il précise que le taux de dilution effectif se situait entre 221 et 299 au lieu des 300 prescrits.

Les mesures réglementaires se font un peu à l'aval du rejet, pour prendre en compte l'effet de dilution dû à la Loire. Or dans le cas de cet événement, les effluents respectaient les seuils réglementaires même au droit du rejet.

Si un événement n'a pas d'impact sur l'environnement, il ne s'agit pas d'un événement significatif (ESE) mais d'un événement intéressant l'environnement (EIE*). Dans ce cas précis, la détection de l'anomalie a été tardive, d'où le classement en ESE.

Ce classement a été décidé à la suite d'échanges techniques entre l'ASN et EDF sur l'événement en question.

3/ Bilan du contrôle ASN 2017 et présentation de l'appréciation 2016 de l'ASN concernant la centrale de Dampierre

M. Christian RON – ASN Orléans

En 2017, l'ASN a réalisé plus d'inspections que les années précédentes : 25 en 2017 au lieu de 20 à 22 habituellement.

Sur les 25 contrôles réalisés, 24 ont porté sur le site, et 1 contrôle a concerné un organisme habilité et agréé qui intervient sur la centrale : l'inspection est réalisée sur le site, mais les lettres de suite sont envoyées à l'organisme contrôlé et non pas à EDF.

Les 24 inspections réalisées en 2017 ont donné lieu à :

- 198 demandes A (demandes d'actions correctives), certaines étant liées à des analyses documentaires, dont l'objectif est de vérifier le travail de l'intégrateur documentaire ;
- 133 demandes B (demandes de compléments).

Au final, le nombre d'événements significatifs déclarés en 2017 sur le site de Dampierre est resté dans la moyenne, mais des progrès sont attendus en matière de radioprotection.

✓ *Sûreté :*

Concernant l'événement générique du 09 octobre 2017, la maintenance régulière aurait dû amener à détecter plus tôt les sous-épaisseurs des tuyauteries.

Les sous-épaisseurs ont été détectées en premier lieu sur le site de Belleville. L'ASN a alors demandé à tous les CNPE de France de réaliser des contrôles sur ces tuyauteries. A la suite de ces contrôles, des phénomènes de sous-épaisseur ont été détectés sur plusieurs réacteurs, d'où l'événement générique.

Les écarts de ce type peuvent s'expliquer par le fait que le matériel s'use au fil du temps, mais aussi parce que les exigences évoluent.

Par ailleurs, des améliorations sont à apporter sur les 4 centrales du Val-de-Loire pour ce qui concerne le risque foudre / incendie / explosion.

Un groupe de travail national a été mis en place pour répondre à cette problématique.

M. MIOSSEC précise qu'un ingénieur « explosion » à temps complet a été mis en place à Dampierre pour travailler sur le sujet.

✓ *Radioprotection :*

L'ASN considère que la radioprotection est un axe de progrès pour le CNPE de Dampierre : des améliorations sont à mettre en place dans ce domaine.

L'appréciation 2017 ne sera pas donnée en séance car la conférence de presse nationale n'a pas encore eu lieu, et que l'appréciation ne peut pas être communiquée avant cette conférence de presse.

Un nombre important d'événements significatifs de radioprotection (ESR*) ont été déclarés en 2017 à Dampierre. L'ASN considère qu'un faible nombre d'événements n'est pas un critère de qualité de suivi de la radioprotection : un site qui déclare peu d'événements peut être un site qui n'analyse pas correctement ses écarts. Toutefois, un nombre élevé d'événements est un signal faible pour un site.

✓ *Environnement :*

Les valeurs limites réglementaires ont été respectées pour les rejets gazeux et liquides. En revanche, l'ASN a noté des débordements récurrents de capacités. Il n'y a pas eu

d'événement déclaré grâce aux rétentions qui ont permis de confiner les débordements, mais l'ASN considère comme anormal que des capacités se déversent régulièrement dans leur rétention.

Par ailleurs, les dossiers environnementaux sont à compléter : études déchets, plan de gestion des solvants.

Échanges avec la salle :

M. MAHAUD regrette que le compte-rendu de l'ASN ne soit pas exhaustif, dans l'attente de la conférence nationale. Il rappelle que l'appréciation 2016 a été publiée en octobre ou novembre 2017 et trouve cette publication très tardive.

Il note que la présentation faite pour 2017 correspond à ce qui a déjà été dit en 2016, notamment concernant le fléchissement des performances du site dans le domaine de la radioprotection.

Il note également que l'ASN relevait, dans son appréciation 2016, des performances en termes de rejets dans l'environnement en retrait par rapport aux années précédentes.

M. RON explique qu'un CNPE est classé au regard de l'ensemble des installations. Quand un CNPE est noté en retrait, c'est au regard de la moyenne des sites.

Par exemple, pour les rejets dans l'environnement, un site qui avait de bonnes performances mais dont celles-ci se dégradent va être signalé en retrait. Cela ne veut pas dire que ses performances ne sont pas bonnes, mais simplement qu'elles sont en baisse. Le site peut malgré tout se situer au-dessus de la moyenne des sites, même avec des performances en baisse.

L'ASN considère comme un signal faible le fait qu'un site soit en baisse sur un paramètre.

M. HOULE (ASN - futur chef de la division d'Orléans) précise que la publication du rapport 2016 avait été tardive à cause des élections et de la période de réserve qu'elles ont engendré. Pour le rapport 2017, il sera rendu public à l'issue de la conférence de presse nationale de l'ASN qui aura lieu en avril. La conférence de presse locale faisant le bilan des activités de l'ASN dans la région Centre-Val de Loire se tiendra fin mai.

4/ Retour sur l'exercice nucléaire des 5 et 6 décembre 2017

Mme Muriel PLOTTON, préfecture du Loiret – BPDC

Depuis l'accident de Fukushima, les exercices nucléaires se déroulent sur 2 jours :

- **Le 1^{er} jour** est consacré à la sûreté nucléaire : ce sont essentiellement les instances nationales et le corps préfectoral qui sont concernés. L'exercice se joue sur table, sans déploiement de moyens sur le terrain.

Les objectifs de cet exercice sont nationaux. Une pression médiatique est simulée pour entraîner les acteurs à réagir face aux sollicitations médiatiques intenses.

Le scénario est rédigé par l'IRSN* au niveau national. Les acteurs locaux n'en ont pas connaissance au préalable.

Le 5 décembre, l'exercice a été déclenché à 8h06, par le déclenchement du Plan d'Urgence Interne (PUI*) de la centrale. Le Plan Particulier d'Intervention (PPI*) a été activé par le préfet à 10h30.

Cinq audioconférences se sont tenues entre le niveau national et préfectoral. Les échanges entre l'ASN et l'IRSN étant très techniques, il était important pour le préfet de bien comprendre la problématique en cours afin de pouvoir prendre les mesures adéquates.

A 10h30, le choix a été fait d'évacuer les populations sur un périmètre de 2,5 km. Ce périmètre n'est pas pré-défini dans le PPI actuel (daté de 2012), qui prévoit des périmètres sur 2 ou 10 km. Les services ont donc dû s'adapter rapidement à ce nouveau périmètre.

Au sein du Centre Opérationnel Départemental (COD*), la communication a été bonne. Un manque de retour sur les éléments échangés en audioconférence a toutefois été regretté par les acteurs présents au COD.

- **Le 2^{ème} jour** concerne des objectifs internes à la sécurité civile, au niveau local. Un travail a été réalisé en ateliers indépendants les uns des autres, avec un objectif, pour la préfecture, d'avancer sur la rédaction du nouveau PPI « post-Fukushima ».

Plusieurs ateliers ont été mis en place :

- ✓ *Mise en place d'un centre d'accueil et de regroupement (CARE*) à Orléans*, sous le pilotage d'Orléans Métropole. Un des objectifs était de faire jouer la réserve communale de sécurité civile. La nouvelle procédure d'accueil, mise en place suite au retour d'expérience des inondations du printemps 2016, a été testée. Quelques pistes d'améliorations ont été mises en évidence, comme la nécessité d'améliorer l'information aux populations, de désigner des référents par zone, d'améliorer l'agencement du CARE.

- ✓ *Au centre opérationnel départemental*, un travail a été réalisé sur *l'évacuation du périmètre 5 km*. Le recensement des populations à évacuer (y compris personnes sensibles, établissements scolaires...) a été fait à cette occasion. Tous ces éléments seront consignés dans le nouveau PPI.

Un travail a également été mené sur le rassemblement « Vie et Lumière », bien que l'emplacement de ce rassemblement soit situé en-dehors du périmètre 5 km. L'objectif était de trouver un itinéraire d'évacuation pour éviter la saturation des axes routiers. La proposition a été faite de scinder les axes en 2 circuits distincts. Le rassemblement de Nevoy serait évacué par l'A77, et une information préventive serait déployée au préalable auprès des gens du voyage.

Il a été convenu également d'identifier un centre d'accueil dans l'Est de la France (Nièvre ou Bourgogne) pour donner aux gens du voyage un point de chute éventuel.

- ✓ *Atelier en sous-préfecture de Montargis sur l'évacuation du périmètre 5 km* : Cet atelier, impliquant les maires des communes situées dans le périmètre des 5 km, a mis en évidence la nécessité d'améliorer les PCS communaux, notamment en ce qui concerne les points de regroupement de la population et la notion de plan de continuité d'activité (PCA*) des services.

Dans le PPI en cours de rédaction, 2 centres d'accueil sont prévus pour les populations évacuées : un à l'Ouest à Orléans et un au Sud à Aubigny-sur-Nère (dans le Cher).

La doctrine « Fukushima » préconisant d'identifier des centres d'accueil en-dehors du département, un travail est en cours avec les départements voisins pour discuter de cette problématique.

- ✓ *Atelier iode, piloté par la commune de Lorris* : L'objectif était de voir comment la commune s'organisait pour créer le centre de répartition et le centre de distribution des pastilles d'iode, et pour répondre aux prescriptions du plan iode nouvellement approuvé par arrêté préfectoral. La commune de Lorris a réfléchi en amont sur les modalités de mise en œuvre. Le jour de l'exercice, la mise en place des centres de répartition et de distribution a pris 45 mn. Concernant l'alerte, la moitié des communes était satisfaite, l'autre moitié a fait des remarques, qui ont été prises en compte.

Le nouveau plan iode a été validé et transmis aux services et aux communes. Les communes désignées comme centres de répartition vont être réunies avec la commune de Lorris le

30 mars prochain pour que cette dernière leur explique l'organisation qu'elle a mise en place à l'occasion de l'exercice.

Il est rappelé que les modalités du plan iode doivent être intégrées aux PCS des communes.

Cet exercice a permis de finaliser les différents périmètres autour de la centrale, qui ont ainsi pu être validés. Il a également permis de sensibiliser les communes à cette problématique, notamment les communes nouvellement concernées par le PPI « post-Fukushima », dont le périmètre s'étend à 20 km autour de la centrale au lieu de 10 km auparavant.

Le travail se poursuit dans les communes, notamment concernant l'amélioration des PCS et DICRIM, et le travail sur les PCA. La préfecture rassemblera à nouveau les communes situées dans le périmètre 5 km pour bien valider les enjeux existant sur leur territoire.

Participation de la CLI à l'exercice des 5 et 6 décembre 2017 :

M. Alain FOURCAULT – Vice-Président de la CLI de Dampierre

M. FOURCAULT indique que les membres du bureau de la CLI sont satisfaits de la façon dont l'exercice s'est déroulé et de son organisation. Ils ont trouvé remarquables l'organisation de la ville de Lorris et la mise en œuvre du CARE par Orléans Métropole.

Ils sont satisfaits que les services de la préfecture leur aient permis de participer aux visites de la matinée du 6 décembre et des réponses qu'ils leur ont apportées.

Échanges avec la salle :

M. MAHAUD indique qu'il a cru comprendre que la préfecture n'était pas favorable à la participation de la CLI à cet exercice, et que les membres du bureau ont pu participer aux visites sur invitation d'EDF.

M. BOISSAY indique que la CLI a bien été invitée à participer à l'exercice à l'initiative de la préfecture.

M. MAHAUD estime que la CLI a un vrai rôle à jouer en situation de crise. Il affirme que la population n'a plus confiance dans les autorités, et que le rôle de la CLI est de les informer. Il faut donc pour cela que les membres de la CLI soient eux-mêmes informés.

Par ailleurs, il indique que le bureau a refusé de faire passer ses questions à la préfecture préalablement à la réunion.

Il demande que, lorsqu'un membre de la CLI envoie des questions préalablement aux assemblées plénières, le bureau fasse passer ces questions à l'ensemble des membres de la CLI.

M. FOURCAULT répond qu'il a déjà été débattu de ce sujet en réunion de bureau. La majorité des membres du bureau ne sont pas favorables à ce que toutes les questions soient transmises au nom du bureau, et qu'il convient que les questions soient envoyées, le cas échéant, par le membre de la CLI qui souhaite les poser et en son nom.

M. MAHAUD indique qu'il a demandé à la préfecture à recevoir une copie du PPI au format numérique. Il lui a été répondu qu'aucune copie numérique du PPI n'était diffusée, et que le PPI était consultable en mairie ou en préfecture. M. MAHAUD se dit choqué que le PPI ne puisse pas être diffusé au public, à l'époque où les pouvoirs publics incitent à la diffusion numérique au maximum.

Mme PLOTTON confirme que les PPI, quels qu'ils soient, ne sont pas mis en ligne. Ils sont consultables en préfecture et en mairie. En revanche, une plaquette d'information relative au PPI est en ligne sur le site d'EDF.

Par ailleurs, d'autres outils existent :

- le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM*), qui est en ligne sur le site de la préfecture. Ce document décrit tous les risques présents sur le département et les liste pour chaque commune ;
- le plan communal de sauvegarde (PCS*), que chaque commune est tenue de rédiger à partir du DDRM. Il s'agit d'un document interne dans lequel la commune prévoit son organisation face aux risques et les modalités d'alerte de la population ;
- le dossier d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM*). Ce document, qui s'appuie sur le DDRM, indique à la population les moyens d'alerte mis en œuvre, les points de regroupement...

Les documents opérationnels comme les PPI ont vocation à rester dans les services opérationnels. En revanche, les informations à destination du public sont en ligne, à disposition du grand public.

Ces modalités sont issues d'une directive nationale de 2017 suite à l'attentat de Saint-Quentin-Fallavier, qui préconise de ne pas mettre en ligne les documents opérationnels car ils peuvent divulguer des informations sensibles comme les scénarios, les zones sensibles, etc...

M. GORECKI (Chambre de Métiers du Loiret) demande, en tant que conseiller municipal de Nevoy, si la zone de grand transit, qui va être créée à Nevoy, a été intégrée au PPI. Cette zone de 4 ha va entraîner la présence de 200 caravanes toute l'année.

Mme PLOTTON répond que cette zone n'est pas intégrée au PPI pour le moment, mais celui-ci est encore en cours de rédaction. Tout élément nouveau qui aurait une importance dans le PPI y sera intégré.

M. LEPELTIER (Maire de Lion-en-Sullias) indique que, lors de l'exercice, les communes ont reçu des ordres divergents en même temps (évacuer / se confiner), et qu'elles ne savent pas où elles doivent évacuer.

Il aimerait que les populations soient davantage associées, et qu'il y ait plus de contacts entre la préfecture et les communes. L'avis des communes est rarement demandé, celles-ci sont en attente d'informations de la part de la préfecture.

Il considère que l'exercice réalisé à Lorris sur la distribution des pastilles d'iode est inutile dans la mesure où, bientôt, les pastilles d'iode seront distribuées largement.

Mme PLOTTON répond que la commune de Lorris est bien dans le périmètre des 20 km, mais que ce n'est pas le cas de toutes les communes qui dépendent de ce centre de répartition : ces communes ne bénéficieront pas de la distribution préventive des pastilles d'iode et devront bien se rendre à Lorris pour s'approvisionner.

Elle ajoute que la préfecture est disposée à faire un exercice avec les populations sur une ou plusieurs communes qui le souhaiteraient.

M. SOLER demande si un bilan sera fait sur la communication lors de l'exercice. Il considère que ce point est important car les réactions de la population en cas de passage d'un nuage radioactif dépendront de la qualité de cette communication, et les effets s'en feront sentir bien au-delà des 20 km.

Mme PLOTTON précise qu'un retour sur ce point sera fait lors de la prochaine CLI. Elle va demander à ses collègues de lui transmettre leur retour d'expérience, et ces éléments seront précisés dans le compte-rendu.

5/ Point sur la réunion inter-CLI du Val-de-Loire

M. Alain FOURCAULT – Vice-Président de la CLI de Dampierre

Un courrier a été envoyé aux 3 autres CLI du Val-de-Loire (Belleville-sur-Loire, Saint-Laurent-des-Eaux et Chinon) pour leur proposer de relancer le projet de la conférence inter-CLI (cf. annexe 6). L'objectif est de faire une réunion préparatoire avec les présidents des 3 autres CLI au mois d'avril, de manière à pouvoir organiser la réunion inter-CLI fin 2018.

La CLI de Belleville a répondu favorablement à cette proposition. Une relance sera faite auprès des CLI de Saint-Laurent et Chinon.

6/ Rapport d'activité 2017 de la CLI et budget prévisionnel 2018

Mme Maud MICHEL – secrétariat de la CLI de Dampierre

✓ Rapport d'activité 2017 :

Au cours de l'année 2017, l'assemblée plénière a été réunie 3 fois, dont une fois en réunion publique. Le bureau s'est réuni à 4 reprises.

M. BOISSAY a été désigné comme nouveau président de la CLI, suite à la démission de M. de GANAY de la présidence.

Des membres de la CLI ont participé à différentes réunions organisées au niveau national, ainsi qu'à des groupes de travail.

Plusieurs manifestations ont été organisées en 2017 pour les membres de la CLI : séance de formation, visite du chantier des DUS, accompagnement de l'ASN lors d'un contrôle.

✓ Budget réalisé en 2017 :

Les dépenses réalisées en 2017 ont essentiellement été liées au temps passé pour le secrétariat de la CLI.

La CLI s'est acquittée, comme chaque année, de la cotisation à l'ANCCLI à hauteur de 1000 €. Il est rappelé que les frais engagés par les membres de la CLI pour se déplacer aux assemblées plénières ou participer à des réunions ou groupes de travail nationaux peuvent être remboursés par la CLI. En 2017, le remboursement des frais de déplacement des membres de la CLI s'est élevé au total à 223,60 €.

La réunion publique du 06 octobre 2017 a engendré des frais à hauteur de 570 € au total (505 € pour la communication + 65 € pour l'accueil des participants).

Côté recettes, la CLI a reçu une subvention de 5 000 € de la part de l'ASN.

✓ Budget prévisionnel 2018 :

Le budget prévisionnel 2018 est présenté en baisse significative par rapport à 2017. Cette baisse ne signifie pas que les activités de la CLI vont diminuer en 2018, mais est simplement due à un ajustement du temps passé par les collaborateurs du Conseil départemental pour le secrétariat et l'actualisation du site Internet de la CLI. Le temps passé pour ces 2 postes était en effet surévalué jusqu'à présent et a été réajusté pour 2018.

La majeure partie du budget est liée aux frais de personnel pour assurer le secrétariat de la CLI.

Toutefois, le budget dédié aux frais de fonctionnement de la CLI inscrit au budget prévisionnel 2018 du Conseil départemental est passé à 2 500 € au lieu de 5 000 € auparavant, suite à l'arbitrage budgétaire au sein de l'institution. Cette somme devrait néanmoins suffire au fonctionnement habituel de la CLI.

Concernant les recettes, du fait de la baisse du budget de la CLI, la subvention sollicitée auprès de l'ASN sera abaissée à hauteur de 2 500 €. Le reste du budget de fonctionnement sera pris en charge par le budget du Conseil départemental.

7/ Questions diverses

Les dates prévisionnelles des 2 prochaines CLI sont indiquées :

- **Vendredi 15 juin 2018** à 14h30 (à Dampierre-en-Burly)
- **Vendredi 12 octobre 2018** à 18h30 (réunion publique à Dampierre-en-Burly)

M. RON répond à la question qui lui a été posé par écrit concernant la prise en compte de l'arrêté du 13 janvier 2017 relatif aux risques de dispersion des amibes et légionnelles.

Il indique qu'un dépassement du seuil de rejet pour les amibes a été constaté dans le Val-de-Loire (mais pas sur le site de Dampierre). Un courrier a été adressé par l'ASN aux 4 centrales du Val-de-Loire pour que l'arrêté du 13 janvier 2017 soit bien pris en compte.

A ce jour, la mise en œuvre de cet arrêté est bien effective pour les 4 centrales du Val-de-Loire.

à Orléans le **22 MARS 2018**

Le Président de la Commission



Claude BOISSAY

ANNEXES

1/ Lexique des sigles utilisés

ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire
ASR : Arrêt pour Simple Rechargement
CARE : Centre d'Accueil et de Regroupement
COD : Centre Opérationnel Départemental
DDRM : Dossier Départemental sur les Risques Majeurs
DICRIM : Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs
EIE : Événement Intéressant l'Environnement
ESE : Événement Significatif pour l'Environnement
ESR : Événement Significatif de Radioprotection
ESS : Événement Significatif pour la Sûreté
IRSN : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
FARN : Force d'Action Rapide Nucléaire
PCA : Plan de Continuité d'Activité
PCS : Plan Communal de Sauvegarde
PPI : Plan Particulier d'Intervention
PUI : Plan d'Urgence Interne
SMS : Séisme Majoré de Sécurité
TWh : TéraWatt-Heure (= 1 000 000 000 kWh)
VP : Visite Partielle

Détection tardive de l'indisponibilité du système de décharge à l'atmosphère du réacteur 3

Le 9 février 2017, l'exploitant de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré à l'Autorité de [Sûreté Nucléaire](#) (ASN) un événement significatif pour la sûreté ([ESS](#)) relatif au non-respect de la conduite à tenir associée à l'indisponibilité du système de décharge à l'atmosphère du réacteur 3.

Le 3 février 2017, lors d'une ronde de surveillance, un agent de conduite du réacteur 3 détecte la fuite d'un organe de robinetterie équipant un réservoir d'air sous pression. Ce réservoir est un dispositif de secours permettant de commander la position d'une vanne du système de décharge à l'atmosphère en cas de défaillance du système de production d'air comprimé.

Le système de décharge à l'atmosphère constitue l'un des systèmes participant à l'évacuation de la chaleur produite dans le réacteur. Les vannes qui le composent permettent en effet d'évacuer vers l'atmosphère la vapeur produite dans les générateurs de vapeur, notamment dans les situations pour lesquelles cette vapeur ne peut cheminer jusqu'aux turbines de la salle des machines.

L'analyse effectuée par les équipes d'EDF immédiatement après détection de la fuite le 3 février n'identifie pas ses conséquences sur la disponibilité du système de décharge à l'atmosphère, et n'amène pas à lancer immédiatement les opérations de réparation nécessaires. Le 6 février, des compléments d'analyse remettent en cause les conclusions de l'examen du 3 février et concluent à l'indisponibilité du système de décharge à l'atmosphère. Le remplacement de l'organe de robinetterie défaillant est alors entrepris et s'achève dans l'après-midi du 6 février, mettant fin à la situation d'indisponibilité.

En application des spécifications techniques d'exploitation, la conduite à tenir lors d'un événement entraînant une indisponibilité du système de décharge à l'atmosphère impose un [repli](#) du réacteur dans un délai de 8 heures. Compte tenu de l'identification tardive de l'indisponibilité, la conduite à tenir n'a pas été respectée a posteriori.

Le système de décharge à l'atmosphère n'a pas été sollicité pendant la période qui s'est écoulée entre la détection de la fuite et sa réparation. L'écart n'a pas eu de conséquence sur le personnel ou l'environnement.

L'ASN a classé cet événement au niveau 1 de l'échelle [INES](#), compte tenu du caractère tardif de l'identification des conséquences de la fuite vis-à-vis des spécifications techniques d'exploitation.

Non-respect de la conduite à tenir associée à l'indisponibilité des diesels de secours

Le 7 juillet 2017, l'exploitant de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré à l'ASN un événement significatif pour la sûreté (ESS) relatif à l'indisponibilité des ordres manuels de démarrage et d'arrêt des diesels de secours depuis la salle de commande du réacteur 4.

Chaque réacteur dispose de deux diesels de secours, qui assurent de façon redondante l'alimentation électrique de certains systèmes de sûreté en cas de défaillance des alimentations électriques externes. Les diesels de secours sont composés d'un alternateur, d'un moteur diesel et de systèmes auxiliaires (circuits de refroidissement, de pré-graissage, etc.).

Entre le 23 et le 28 juin 2017, préalablement au redémarrage du réacteur 4 après son arrêt programmé pour maintenance et rechargement en combustible, des opérations de remise en conformité des ancrages des supports de l'échappement des deux diesels de secours ont été réalisées.

La réalisation de ces opérations était conditionnée à la désactivation de la détection incendie des locaux des diesels, pour permettre d'effectuer des travaux par perçage et soudage. Cette désactivation a été obtenue par coupure de l'alimentation électrique de la détection incendie des locaux concernés.

Lors de la préparation d'activités de maintenance pendant l'arrêt programmé du réacteur 1, nécessitant elles aussi la désactivation de la détection incendie des locaux des diesels, l'exploitant constate que l'opération de coupure de l'alimentation électrique, telle qu'elle a été définie pour le réacteur 4, rend également inopérants des ordres manuels de démarrage depuis la salle de commande des diesels de secours. Cela n'avait pas été identifié lors de la préparation de l'intervention pour le réacteur 4.

L'analyse menée par EDF conclut que pendant les périodes de coupures des alimentations électriques, qui ont été maintenues simultanément pour les deux diesels pendant plusieurs heures, les diesels de secours devaient être considérés comme indisponibles en application des spécifications techniques d'exploitation. A posteriori, l'exploitant n'a pas respecté la conduite à tenir associée à l'indisponibilité simultanée des deux diesels de secours.

Cet événement n'a pas eu de conséquence réelle sur le personnel ni sur l'environnement.

Cet événement a été classé au niveau 1 de l'échelle INES, qui en compte 7, du fait de sa détection tardive par l'exploitant.

Détection tardive de mauvais réglages d'appareils de mesure de la radioactivité sur les 4 réacteurs

Le 2 novembre 2017, l'exploitant de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) un événement significatif pour la sûreté (ESS) relatif à la détection tardive de mauvais réglages de seuils d'alarmes sur des appareils de la mesure de la radioactivité.

Chaque réacteur de la centrale est pourvu de dispositifs permettant de mesurer le niveau de radioactivité dans ses différents circuits afin de surveiller l'intégrité du confinement des matières radioactives tant lors du fonctionnement normal que lors de situations accidentelles. Toute dérive de l'activité radiochimique est détectée par ces dispositifs, qui sont munis d'alarmes.

Lors de la réalisation d'un essai périodique sur les appareils instrumentés de mesure de la radioactivité le 23 octobre 2017, l'exploitant constate que les réglages de plusieurs d'entre eux ne sont pas conformes aux critères prescrits par les spécifications radiochimiques des règles générales d'exploitation (RGE).

Les mauvais réglages constatés par l'exploitant perduraient depuis le mois de février 2008, date à laquelle le réglage des seuils des appareils instrumentés aurait dû être modifié, à l'occasion d'une modification des spécifications radiochimiques.

Dès la détection de l'écart, l'exploitant a procédé à la remise en conformité des seuils de réglage des appareils instrumentés de mesure de la radioactivité conformément aux spécifications radiochimiques en vigueur.

L'analyse menée par EDF conclut, que pendant la période où les réglages n'étaient conformes, c'est-à-dire depuis 2008, les appareils de mesure de la radioactivité devaient être considérés comme indisponibles en application des spécifications techniques d'exploitation. A posteriori, l'exploitant n'a pas respecté la conduite à tenir associée à l'indisponibilité cumulée de plusieurs de ces appareils.

Cet événement n'a pas eu de conséquence réelle sur le personnel ni sur l'environnement.

Cet événement a été classé au niveau 1 de l'échelle INES, qui en compte 7, du fait de sa détection tardive par l'exploitant.

L'ASN classe au niveau 2 de l'échelle INES un événement conduisant à un risque de perte de la source froide de 29 réacteurs nucléaires exploités par EDF

L'ASN classe au niveau 2 de l'échelle INES un événement significatif pour la sûreté relatif à un risque de perte de la source froide pour les réacteurs des centrales nucléaires de Belleville-sur-Loire, Cattenom, Chinon, Cruas, Dampierre-en-Burly, Golfech, Nogent-sur-Seine, Paluel, Saint-Alban et Saint-Laurent-des-Eaux. 29 réacteurs de 900 MWe et de 1 300 MWe sont concernés par cet événement.

La source froide des réacteurs pourrait en effet être perdue du fait de l'indisponibilité des pompes du circuit d'eau brute secourue (SEC^[1]) des réacteurs résultant de l'inondation interne due à une rupture, en cas de séisme, de tuyauteries des systèmes d'alimentation en eau du réseau de protection contre l'incendie (circuit JPP) et de filtration d'eau brute (circuit SFI ou CFI).

L'insuffisance de résistance au séisme d'une tuyauterie JPP a été initialement détectée par EDF dans la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire. Des investigations complémentaires demandées par l'ASN et réalisées par EDF début juin 2017 ont mis en évidence, sur plusieurs portions de ces tuyauteries, un état dégradé avec des épaisseurs inférieures à l'épaisseur minimale requise pour assurer leur résistance au séisme. Ces dégradations sont la conséquence de la corrosion qui a pu se développer en l'absence d'une maintenance préventive adaptée. Cet événement avait été classé provisoirement au niveau 1 de l'échelle INES le 2 août 2017.

EDF a ensuite réalisé des mesures d'épaisseur sur les portions de tuyauterie d'autres circuits (SFI et CFI) situées dans les mêmes locaux que les tuyauteries JPP, de début juillet à fin septembre 2017, pour tous les réacteurs électronucléaires d'EDF potentiellement concernés. À la suite de cette campagne de mesures, puis de l'analyse de résistance au séisme des tuyauteries concernées, EDF a déclaré le 10 octobre 2017 que 20 réacteurs étaient concernés par un risque de perte totale de la source froide (perte des 2 voies^[2] du circuit SEC). En conséquence, l'événement est classé au niveau 2 de l'échelle INES.

Neuf autres réacteurs sont quant à eux concernés par un risque de perte partielle de la source froide (perte d'une voie du circuit SEC), situation relevant du niveau 0 de l'échelle INES.

Des réparations des tuyauteries JPP, SFI ou CFI, ont été engagées, ce qui permet de disposer d'une voie SEC sécurisée pour tous les réacteurs concernés. Les réparations afin d'assurer la disponibilité totale du circuit SEC en cas de séisme doivent être engagées au plus tôt pour les réacteurs actuellement en fonctionnement et avant leur redémarrage pour les réacteurs à l'arrêt.

L'ASN contrôle, notamment dans le cadre de ses inspections, que les réparations sont bien réalisées.

[1] Le circuit SEC contribue, à partir de l'eau froide disponible près de l'installation (mer ou cours d'eau), au refroidissement des systèmes de sûreté.

[2] Afin de réduire le risque d'une perte totale de source froide, le circuit SEC dispose de deux voies totalement indépendantes ayant la capacité d'assurer chacune ses fonctions.

Réacteurs relevant du niveau INES 2 :

Centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire : réacteurs 1 et 2

Centrale nucléaire de Cattenom : réacteurs 1, 2, 3 et 4

Centrale nucléaire de Chinon : réacteurs B3 et B4

Centrale nucléaire de Cruas : réacteurs 1 et 4

Centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly : réacteurs 1, 2, 3 et 4

Centrale nucléaire de Golfech : réacteurs 1 et 2

Centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine : réacteurs 1 et 2

Centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux : réacteurs B1 et B2

Réacteurs relevant du niveau INES 0 :

Centrale nucléaire de Cruas : réacteurs 2 et 3

Centrale nucléaire de Paluel : réacteurs 3 et 4

Centrale nucléaire de Saint-Alban: réacteurs 1 et 2

Centrale nucléaire du Tricastin : réacteurs 1, 3 et 4

5/ Courrier envoyé aux 3 autres CLI du Val-de-Loire concernant la conférence inter-CLI



COPIE

Pôle Attractivité et Relations avec les Territoires
Direction des Risques Majeurs et Environnement

Monsieur Patrick BAGOT
Président de la CLI de Belleville-sur-Loire
Mairie de Belleville-sur-Loire
Place Prudent Chollet
18240 BELLEVILLE-SUR-LOIRE

Ref: L1B-04
Contact : Maud MICHEL (02 38 25 48 14)
Objet : Conférence inter-CLI du Val de Loire

Orléans, le 26 JAN. 2018

Monsieur le Président,

L'ASN a lancé en 2015 le projet d'organiser une conférence-débat regroupant les 4 CLI du Val de Loire, afin d'enrichir les débats et d'améliorer l'information des publics sur la sûreté nucléaire. Une réunion préparatoire avait eu lieu à Orléans le 11 juin 2015, l'objectif étant, à l'époque, d'organiser cette rencontre au printemps 2016.

Ce projet n'a pas abouti, du fait notamment de la mobilisation importante de l'ASN autour de la campagne de distribution des comprimés d'iode en 2016.

Nous avons à plusieurs reprises pris contact avec l'ASN afin de relancer ce projet, mais il nous a été répondu in fine qu'il était préférable que les CLI concernées prennent la main sur l'organisation de cette réunion.

Dans ces conditions, je vous propose d'organiser prochainement une réunion regroupant les 4 CLI du Val de Loire (Belleville-sur-Loire, Dampierre-en-Burly, Saint-Laurent-des-Eaux et Chinon) afin de préparer l'organisation de cette conférence inter-CLI. L'ASN serait bien entendu associée à cette réunion préparatoire.

Si cette proposition vous agréait, la réunion préparatoire pourrait être programmée courant avril, dans l'objectif de tenir la conférence inter-CLI au second semestre 2018.

En vous remerciant de bien vouloir me faire part de votre position sur cette proposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président de la Commission Locale
d'Information de Dampierre-en-Burly

Claude BOISSAY

Département du Loiret
45945 Orléans
Tél. 02 38 25 45 45 - loiret@orange.fr
www.loiret.fr